

Convictions

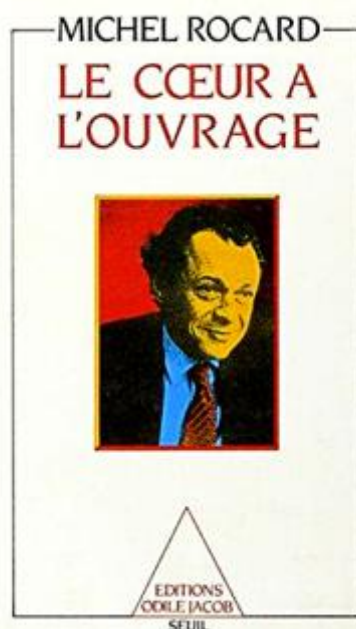
Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



n° 58 - OCTOBRE 2023

Les mots pour le dire

"Le Coeur à l'ouvrage", publié par Michel Rocard en 1987 aux Editions Odile Jacob/Le Seuil, comporte une partie intitulée "Signes", qui se présente comme une sorte d'abécédaire sur des sujets d'actualité. Nous en avons sélectionné deux pour leur résonance avec les temps présents.



Proche-Orient Avant tout, éviter le débat sur les origines. Les deux nationalismes (juif et arabe) sont-ils nés ensemble à la fin du XIXe siècle ? Le refus arabe d'une présence israélienne traduit-il une opposition à l'Occident colonialiste ou de l'incapacité à accepter une souveraineté non islamique dans l'aire d'influence traditionnelle, etc. ?

Adopter la pratique mendésienne : il n'y a de paix possible qu'entre ceux qui se battent. Ce qui signifie aujourd'hui Israéliens et Palestiniens d'abord. Et pour cela, constater que les guerres qui ont consolidé Israël ont fait naître aussi une force palestinienne indépendante et, comme on dit, incontournable, qui a vocation à s'établir comme Etat.

Aider les Israéliens à prendre conscience que leur sécurité passe désormais par l'acceptation de ceux qui ont habité en Palestine depuis des millénaires. Aider les Palestiniens à se forger un vrai leadership, c'est-à-dire une autorité capable de se battre aussi contre les siens.

Ne jamais accepter, pour respecter le droit à la différence, que le judaïsme et l'islam, le nationalisme juif ou le nationalisme palestinien s'écartent des principes universels de l'Etat de droit.

Mais ne jamais admettre non plus que de la défense de l'Occident puisse passer par la résurrection masquée de l'oppression d'un peuple par un autre. Considérer que le jour où des milliers d'israéliens sont descendus dans la

rue pour protester contre les massacres de Sabra et Chatila a vu naître le premier espoir d'une vraie entente entre les peuples qui veulent la même terre.

Ne pas oublier que la guerre entre l'Irak et l'Iran est le plus inepte, régressif et important conflit de cette fin du XXe siècle.

Terrorisme il est bien des manières d'en parler et tout a été dit, l'horreur, l'effroi, l'arbitraire. Parce que le terrorisme vit de la médiatisation de ses actes de barbarie, on l'a dit « fils de pub » et la question est posée, par et pour les

journalistes mêmes, de savoir comment répondre à l'exigence d'information sans, par cela même, encourager l'escalade.

Mais s'il est des hommes sur lesquels, à mon sens, pèse une obligation de silence, ce sont les hommes politiques. Tous les États démocratiques sont exposés aux risques terroristes. Il est d'une nature telle que gouvernement et opposition ont le même devoir, et le même intérêt, de ne pas exposer de divisions sur ce sujet, de s'abstenir d'en faire un enjeu de leur lutte. (...)

Nous avons absolument besoin de votre soutien pour poursuivre nos activités



Chère lectrice, cher lecteur,

L'association MichelRocard.org n'a pas d'autres ressources que les dons faits par tous ceux pour qui l'action et la pensée de Michel Rocard incarnent des valeurs toujours actuelles.

Pour la maintenance et l'enrichissement du site Internet, pour l'organisation d'une ou deux manifestations annuelles, nous avons besoin d'environ 25.000 € chaque année.

Or, à ce jour, nous sommes très loins de les avoir atteints, ce qui peut mettre en péril la poursuite de nos activités en 2024.

Nous savons que la conjoncture économique est difficile mais tout don, même le plus modeste, est le bienvenu.

C'est pourquoi nous faisons appel à vous, en vous remerciant par avance de votre geste, et en vous invitant à relayer cet appel auprès de ceux, parmi vos proches, qui seraient susceptibles de nous aider.

Et rappelez-vous : vous bénéficiez d'un avantage fiscal de 66 % de votre don, qui vous sera versé dès le mois de janvier prochain. Autrement dit, un don de 100 € vous coûte en réalité 34 €.

Vous pouvez faire votre don en ligne, en cliquant sur le lien "J'apporte mon soutien financier", qui vous renverra sur le site HelloAsso.

Vous pouvez aussi adresser un chèque à l'ordre de l'association MichelRocard.org, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris.

D'avance, merci !

La nostalgie Rocard



Le cycle de diffusion en région du documentaire de Jean-Michel Djian, "Moi, Michel Rocard, j'irai dormir en Corse" s'est achevé à Paris, samedi 14 octobre, au Théâtre 14, dans le 14^e arrondissement, devant un public nombreux et chaleureux. A la fin de la projection, un débat s'est engagé avec le réalisateur, avec Jérémie Peltier, directeur de la Fondation Jean-Jaurès, partenaire du film, et Edgar Morin, qui a égrené quelques uns de ses souvenirs avec et à propos de Michel Rocard, que ses 102 printemps n'avaient pas estompés... (*notre photo*). D'autres personnalités, comme Cédric Villani, Jean-Michel Blanquer ou Carine Petit, maire du 14^e arrondissement, assistaient à la soirée, en présence de Sylvie Rocard. C'était la douzième projection, et chacune des précédentes a également drainé beaucoup de monde, mêlant les âges, les générations, les milieux sociaux et témoignant de ce que Jean-Michel Djian, dans un article pour *La Revue des Deux Mondes* a qualifié de "nostalgie Rocard". Georges Bernanos disait que "la plus haute forme de l'espérance, c'est le désespoir surmonté". On voudrait pouvoir dire que la plus belle promesse de futur, c'est la nostalgie transcendée...

+ [Lien vers l'article de Jean-Michel Djian "La nostalgie Rocard", dans La Revue des Deux Mondes](#)

+ [Le documentaire de Jean-Michel Djian est toujours visible en replay en cliquant sur ce lien](#)

Colloque "André Malraux et la politique", les 23 et 24 novembre 2023 à Paris

Un colloque est organisé à Sciences Po, au CEVIPOF, et pour le dernier après-midi au Quai d'Orsay, avec les Amitiés internationales André Malraux, sur « André Malraux et la politique », les 23 et 24 novembre 2023, par Janine Mossuz-Lavau, administratrice de MichelRocard.org et directrice de recherches émérite au CEVIPOF. Pour découvrir le programme du colloque, cliquez sur le lien ci-dessous. L'entrée est gratuite mais il faut s'inscrire, avant le 10 novembre, auprès

J'apporte
mon soutien
financier à
l'association

Michel**ROCARD**.org

Païement en ligne possible
Vous recevrez un reçu fiscal
(66% de crédit d'impôt)



Agenda

Vendredi 1er décembre :
**colloque "Michel Rocard ou
une certaine idée de la
politique", Paris, Ecole
normale supérieure**

24 octobre 1993 : Michel Rocard est élu Premier secrétaire du Parti socialiste par le Congrès du Bourget. Ce n'est pas la première fois qu'il est chef de parti. Et pourtant, il a entretenu toute sa vie des rapports complexes et singuliers avec la politique partidairre, tout comme Pierre Mendès France ou Jacques Delors. Il ne concevait pas la politique sans référence à une morale, ce qui lui a longtemps valu les faveurs de l'opinion. Il s'est d'ailleurs longtemps appuyé sur l'opinion dans son parcours politique avant de devenir un pourfendeur de la démocratie d'opinion. Bref, paraphrasant une formule célèbre, on peut dire que, toute sa vie Michel Rocard s'est fait une certaine idée de la politique. C'est ce que se propose d'explorer un colloque organisé par l'association MichelRocard.org, en partenariat avec l'Ecole normale supérieure, l'Institut d'histoire moderne et contemporaine et l'Université Paris-

de Marcelle Bourbier, chargée de communication:
marcelle.bourbier@sciencespo.fr

+ *Programme du colloque*

Est Créteil.

Le programme est en ligne sur notre site et comporte le lien d'inscription (obligatoire) pour le colloque.

Colloque sur les actions réformatrices des socialistes organisé par l'Institut Pierre Mauroy



Le 19 octobre dernier, l'Institut Pierre Mauroy a organisé une journée d'étude sur l'action des gouvernements socialistes depuis 1936, dans laquelle intervenait Pierre-Emmanuel Guigo, membre du conseil scientifique de l'association et maître de conférences en histoire à l'Université Paris-est Créteil.

À la suite du

gouvernement Mauroy, l'action réformatrice du gouvernement de Michel Rocard a aussi été évoquée.

Vous pourrez retrouver le programme dans le lien ci-dessous.

Les actes du colloque seront publiés prochainement par l'Institut Pierre Mauroy.

+ *Programme de la journée d'études de l'Institut Pierre-Mauroy*

Visitez le site

MichelROCARD.org

SUIVEZ-NOUS



Disparition du journaliste Jean-Pierre Elkabbach

Le 3 octobre, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach s'est éteint.

Il a interviewé Michel Rocard à plusieurs reprises et ce dès janvier 1973 alors qu'il présentait Actuel 2, Michel Rocard étant encore secrétaire national du PSU.

Mais ce sont surtout les trois émissions Cartes sur table en 1979, et 1980 qui ont marqué les esprits avec ces échanges de fond et sans concession.

Vous pouvez revoir toutes ces émissions sur notre site grâce au partenariat avec l'INA.

+ *Lien vers l'émission "Cartes sur table" du 15 janvier 1979*

Parcours rocardien

Hasards et engagement rocardien, par Marie-France Lecuir



Je dédie cet itinéraire rocardien aux militants sans grade restés anonymes. Ils ont pourtant formé le terreau, puis les troupes du « rocardisme ». Anciens résistants à l'occupant nazi qui ont toujours refusé l'idéologie communiste. Ouvriers ostracisés pour refus d'adhérer au PCF. Syndicalistes qui voulaient introduire la démocratie dans l'entreprise. Habitants qui inventaient l'autogestion dans leurs quartiers de Lyon, Grenoble, Nantes, Roubaix, La Garenne-Colombes ou Paris-XIIIème... Socialistes, francs-maçons ou chrétiens qui bravaient les traditions de leurs familles. Ceux qui tentèrent un syndicalisme du logement, du cadre de

vie, de la consommation. Trop vieux, ou trop humbles, ou trop femmes pour être élus ou hauts-fonctionnaires dans les années 80. On oublie souvent qu'aux côtés du PSA issu de la SFIO, des organisations populaires, comme le MLO ou le MLP, participèrent à la fondation de l'UGS, en 1957, puis à celle du PSU des années 60.

J'étais donc une de ces militantes de base et je le serais restée sans une série de hasards assumés après coup. J'ai été élevée par une famille provinciale, démocrate-chrétienne et bourgeoise, mais qui m'avait poussée à la JEC dès le collège. J'ai eu la chance d'avoir deux grandes sœurs parisiennes dont les maris venaient d'autres horizons, Gilbert Mathieu, journaliste économique au *Monde*, et Maurice Badiche, CGT-cadre à la Régie Renault.

Hasard aussi d'arriver à la Sorbonne en octobre 1960 : j'ai donc participé à la fois aux manifestations contre la guerre d'Algérie et à la diffusion d'un bulletin hebdomadaire posté à chaque adhérent d'une UNEF déjà sortie du corporatisme folklorique, grâce à des Georges Danton, Pierre-Yves Cossé, ou Michel de la Fournière. Je militai à la Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres les années où Pierre Gaudet et Dominique Wallon présidèrent l'UNEF. J'y rencontrai mon mari.

Assumer un engagement, c'était mon sens du devoir. Parler vrai : évidemment, je ne savais pas parler autrement. Ecouter et accepter d'être minoritaire, c'était dans ma culture. D'ailleurs, je me souviens aussi, comme beaucoup d'autres, d'un sous-sol enfumé, rue Notre-Dame des Champs, où un petit brun volubile en costume cravate enseignait l'économie et l'anticolonialisme à des étudiants ... Ce sera plus tard le siège de l'ADELS : nous nous en inspirerons pour créer à Pontoise, en 1971, un bulletin nommé "La Commune".

Entrée au PS en 1974 avec les Assises pour le socialisme, le hasard me fit remporter en 1976 une élection cantonale réputée ingagnable (sinon, des hommes s'y seraient portés candidats et, moi, je n'aurais pas osé m'y présenter).

Ils ne pesaient pas lourds mes engagements au PSU dans un département alors dominé par le RPR et le PC. Ni mon adhésion au SGEN-CFDT face à une FEN hégémonique. Ni les associations de défense de l'environnement et de la consommation que j'avais animées dans un Pontoise déjà chahuté par la ville nouvelle de Cergy. Mais une triangulaire soutenue en sous-main par les giscardiens m'a fait élire à la place du président centriste du département, Adolphe Chauvin. J'ai dû apprendre la fonction d'élue.

Un an plus tard, Alain Richard conquiert la ville voisine de Saint-Ouen-l'Aumône, puis bat à la députation le ministre de l'Intérieur, Poniatowski. Puis, Michel Rocard, qui cherche des femmes à qui faire signer la motion du congrès de Metz, en 1979, me fait appeler dans son bureau par la secrétaire générale de la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, Isabelle Massin, future maire de Cergy. Au lancement du courant C, je retrouve Jean Maire, mon mentor du PS du Val d'Oise, premier secrétaire de la Fédération départementale qui s'y était engagé. J'ai donc siégé au Comité Directeur du PS et au Bureau Exécutif de 1979 à 1983 et de 1985 à 1987, aux côtés de Michel Rocard, Robert Chapuis ou Daniel Frachon...

Encore un hasard en juin 1981, avec la désignation express des candidats PS aux élections législatives. Quatre des cinq sièges du Val d'Oise étaient gagnables par la gauche, un sortant PS rocardien, trois sortants communistes, un jeune maire CERES. Donc, la circonscription perdue d'avance, Enghien-Montmorency, fut « réservée » aux femmes. Dans la foulée, le secrétariat national du PS envoya une salariée de la rue de Solférino poser sa candidature. Michel de La Fournière me poussa à poser la mienne, résistant à un chantage exercé sur sa propre candidature dans le Loiret. Les militants PS du Val d'Oise me désignèrent. Puis, Michel Rocard, tout nouveau ministre, vint tenir le meeting enflammé qui me fit gagner les quelques centaines de voix décisives pour l'emporter. Là encore, il m'a fallu assurer, apprendre et transmettre.

Découvrant le Palais-Bourbon, je fus heureuse d'y faire la connaissance de la seule femme PS du groupe socialiste sortant, la Bretonne Marie Jacq, et le seul véritable ouvrier député, le lorrain CFDT Yvon Tondon, tous deux courant C.

Pierre Joxe, président d'un groupe socialiste où les rocardiens minoritaires travaillaient et ne s'imaginaient pas « frondeurs », m'avait désignée pour intervenir 10 minutes dans le premier débat de politique générale, le 9 juillet 1981. Je réunissais trois critères rares : nouvelle élue, femme, rocardienne. C'est avec mon voisin de bureau, Jean-Pierre Worms et quelques autres rocardiens, syndicalistes et associatifs, que j'ai préparé cette intervention pour pouvoir dire un peu autre chose que ceux qui m'avaient précédée à la tribune, Lionel Jospin et Jean Poperen. A la relecture^[1], ce texte me semble pouvoir encore exprimer un projet de société...

J'ai ensuite travaillé à la Commission des Affaires culturelles et sociales, avec son président Claude Evin, avec Martine Frachon, ma voisine des Yvelines. Habitée à un milieu enseignant déjà très féminisé, je m'étonnais de voir souvent des réunions de commission ou des séances publiques de nuit occupées par 30 ou 40 % de députées présentes, alors que l'assemblée de la « vague rose » de 1981 ne comportait que 5 % d'élues. Avec Pierre Bourguignon, notre ami normand, nous avons fait améliorer les conditions d'exercice du mandat législatif, qui étaient alors fort injustes pour les non-cumulards comme nous, qui n'avions pas plusieurs collaborateurs en mairie ou au conseil général.

Il me semble que le climat du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale laissait plus de marges de liberté aux députés rocardiens que dans les instances du parti. Mais, sur le fond, que d'occasions manquées. Et, puisque, ici je reviens sur ces années 81-82, je ne peux m'empêcher de rêver en 2023 : si Mitterrand et Bérégovoy avaient négocié la retraite à 60 ans au lieu de l'imposer par ordonnance, n'aurait-on pas gagné du temps et de la paix sociale ?

La suite de mon itinéraire verra encore plusieurs hasards saisis au vol. 1986, funeste élection à la proportionnelle qui introduit le Front National à l'Assemblée. En Val d'Oise, les pronostics donnent deux sièges au PS, on me propose la troisième place. Je fais sans hésiter campagne derrière Michel Coffineau (CERES) et Alain Richard et je me retrouve élue, dans un groupe PS dans l'opposition et secrétaire de l'Assemblée nationale.

1988, retour au scrutin à deux tours ; le PS me presse de figurer dans la moins mauvaise des circonscriptions redessinées par Pasqua, 43 % pour la gauche en 86. Je ne connais qu'une partie des communes qui la composent et je pense retourner enseigner le Français dans un collège. Encore une élection gagnée de justesse ! Et, au sein de la faible majorité du second mandat de François Mitterrand, je vais être de nouveau députée de Montmorency, mais aussi d'une moitié de Sarcelles. Mais aussi de la commune de Domont, dont le maire socialiste, Jean Driollet, souhaite arrêter après deux mandats, et me demande de venir prendre la tête de la liste de gauche. Et me voici élue maire de cette ville en 1989. Pas de hasard, cette fois dans le résultat des municipales. Mais encore une nouvelle fonction à apprendre. Du travail d'équipe, des réalisations novatrices.

Et l'échec en 1995, dans la foulée de l'échec plus général, des législatives de 1993. C'est une autre histoire. Le « rocardisme » n'y joue plus aucun rôle. Retraite anticipée, sans amertume. Ainsi se clôturait mon engagement politique, bientôt reconverti dans le développement d'une littérature de jeunesse de qualité, pour tenter de faire grandir les enfants en autonomie.

Marie-France LECUIR

Photo : Marie-France Lecuir, avec Pierre Brana (Gironde) et Roland Beix (Charente-Maritime), deux autres députés rocardiens, au congrès de Valence en 1981 (Fonds M. & P. Guéna-FJJ)

[1]<https://archives.assemblee-nationale.fr/7/cri/7-1980-1981-droit1.asp> (Séance du 9 juillet 1981, p. 78-79)

Une date, un moment...

1993 : Michel Rocard entreprend la rénovation du Parti socialiste



Les élections législatives de mars 1993 sont un grave échec pour le PS qui n'obtient qu'une cinquantaine de députés. Michel Rocard et Lionel Jospin, parmi d'autres, sont battus. Si le Premier secrétaire du PS, Laurent Fabius, est réélu dans sa circonscription du Grand-Quevilly, il est l'un des rares survivants socialistes de ces législatives. Alors que le numéro 2 du parti, le rocardien Gérard Lindeperg, propose au comité directeur du 3 avril une démission collective de la direction du PS, Laurent Fabius rejette tout mea-culpa. Une coalition se forme bientôt entre jospinistes, qui n'en démordent

pas depuis plusieurs années, mauroyistes, qui n'ont pas accepté d'être évincés de la tête du parti, et rocardiens, qui y voient l'occasion de relancer leur leader. Se joignent également à eux le courant de la gauche socialiste derrière les jeunes Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, espérant voir le renouvellement du PS et peser un peu plus dans les équilibres internes. Laurent Fabius est mis en minorité et contraint de démissionner. Une direction collégiale provisoire est mise en place avec, à sa tête, Michel Rocard comme « président ».

Pour Michel Rocard, c'est une forme d'accomplissement. Souvent minoritaire au sein du parti, à la SFIO et au PS, il est néanmoins attaché à la « vieille maison » de Léon Blum et au socialisme. La situation n'a pourtant rien d'aisé. Le parti est très affaibli et plus divisé que jamais entre les fabusiens et les autres courants.

À ses côtés à la tête du parti, Michel Rocard choisit Jean-Paul Huchon, qui a beaucoup fait pour cette "prise de contrôle" du parti et plusieurs membres de la jeune garde jospiniste comme Pierre Moscovici, Daniel Vaillant ou Jean Glavany. Manuel Valls fait également ses premiers pas au grand jour en tant que secrétaire national en charge de la communication. Pour relancer le parti, le maire de Conflans décide de renouer avec la base. Des états généraux sont organisés dans toute la France au mois de juin. Ils doivent permettre aux militants, mais aussi aux sympathisants, de s'exprimer et de faire l'autocritique des années de gouvernement. Ces réunions rencontrent un vrai succès et permettent de remobiliser les militants. Loin d'être un grand moment de défoulement collectif comme l'envisageaient la presse et ses opposants, les discussions s'avèrent constructives et favorables à la refondation d'un projet socialiste. Du 2 au 4 juillet, un grand rassemblement à Lyon vient synthétiser et clôturer ce grand débat national. Michel Rocard peut conclure triomphalement : « *Les Français doivent le savoir : les socialistes sont de retour.* » Il souhaite que le parti revienne vers les citoyens en pérennisant la structure des états généraux. Il y esquisse également les grands thèmes qui doivent être ceux du PS dans les mois à venir : la lutte contre le chômage à travers une meilleure répartition du travail, une régulation de l'économie à l'échelle mondiale et la construction d'une Europe sociale protectrice des travailleurs.

Si le PS subit un grand déclin au début des années 1990, c'est aussi parce que la jeunesse s'est détournée de lui. Pour renouer avec les jeunes générations, Michel Rocard choisit de donner son autonomie au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) pris alors dans un conflit entre fabusiens d'une part et les autres courants du PS d'autre part, qui ont créé un MJS autogéré. L'ancien dirigeant des Étudiants socialistes avait sans doute en mémoire les velléités de contrôle de Guy Mollet sur des organisations de jeunesse socialistes trop critiques de son action. Quarante-cinq ans plus tôt, dans ses commentaires au projet de statuts du PSA, il revendiquait déjà l'autonomie pour les organisations de jeunesse. Cette décision peut aussi être interprétée comme une rupture symbolique avec Épinay qui avait vu François Mitterrand créer les Jeunes Socialistes avant de leur enlever, en 1975, toute marge de manœuvre et d'y placer des proches à sa tête, comme Édith Cresson. En novembre 1993, un congrès de refondation du MJS est organisé à Avignon, permettant aux militants d'élire un bureau national et un président en la personne de Benoît Hamon, jeune militant rocardien jusque-là et dirigeant du MJS autonome (voir ci-dessous l'entretien avec Christophe Clergeau).

Pour en finir avec les affaires qui minent l'image des socialistes, il crée également un comité d'éthique chargé de veiller à la probité des dirigeants du PS.?

Michel Rocard réussit peu à peu à rassembler le PS derrière lui. Ce rétablissement se confirme au congrès du Bourget. Laurent Fabius a choisi d'enterrer la hache de guerre et de se rallier à la majorité, dont la motion commune obtient 92 % des suffrages, contre seulement 8 % pour la motion d'opposition déposée par Paul Quilès et Louis Mermaz. Pour la première fois, l'élection du premier secrétaire se fait au scrutin des délégués du congrès, et plus seulement des membres du comité directeur. Michel Rocard est ainsi élu à la quasi-unanimité avec plus de 80 % des voix.

Il profite de cette lancée pour annoncer sa candidature comme tête de liste aux élections européennes prévues en juin de l'année suivante. Cette décision n'a pas fait l'unanimité dans l'équipe rocardienne, certains préférant qu'il se préserve pour la présidentielle. Lionel Jospin s'est même proposé pour conduire la liste, comme il l'avait déjà fait en 1984. Mais plusieurs courants, dont les fabusiens, font remarquer que c'est toujours le premier secrétaire du PS qui a conduit la liste socialiste lors des scrutins européens. Plutôt bien parti, Michel Rocard va toutefois se retrouver piéger par la concurrence de la liste Sarajevo conduite par Bernard-Henri Lévy, mais surtout par la liste du Parti Radical conduite par Bernard Tapie, avec la bénédiction de François Mitterrand, qui talonne celle du PS. Vaincu, Michel Rocard devra démissionner quelques jours plus tard de la direction du PS, à peine plus d'un an après en avoir pris la direction.

Notre photo : le bureau national du PS en novembre 1993 après le congrès du Bourget

 [Lien vers une vidéo présentant la dynamique du congrès du Bourget](#)

Quand Michel Rocard consacre l'autonomie du Mouvement des Jeunes Socialistes, entretien avec Christophe Clergeau



Quand faites-vous la rencontre de Michel Rocard ?

J'adhère au PS en 1983. À cette époque, les courants du parti sont très structurés et vivants. C'est lors d'une convention nationale après le congrès de Bourg-en-Bresse que je vote pour la première fois, pour les néo-rocardiens. J'ai ensuite pris contact avec le courant rocardien, avant la démission de Michel Rocard du gouvernement. Je suis ainsi présent à la première université des Clubs Forum aux Arcs à l'été 1984, tout en étant adhérent au MJS à Nantes.

Je me souviens de l'ambiance très particulière d'une petite communauté qui voulait réinventer le parti socialiste. Je rejoins ensuite l'UNEF après le mouvement de novembre-décembre 1986 contre la loi Devaquet, Forum, le Mouvement des jeunes socialistes, mais toujours avec l'idée de renforcer le courant rocardien au sein du PS.

Grâce à ces mouvements, je fais la rencontre de la génération des jeunes rocardiens de l'époque : Jérôme Safar, Benoit Hamon, Olivier Faure, Christophe Castaner, Florence Farelli, Emmanuel Couet, Frédéric Béatse. Nous incarnons ainsi une deuxième génération de jeunes rocardiens, après le trio Valls, Bauer et Fouks. Cette deuxième génération est plus jeune, plus ancrée dans les régions et plus proche de la culture de la deuxième gauche, notamment par l'engagement syndicaliste. Malgré ces différences, nous avons de bonnes relations avec Manuel Valls et Alain Bauer.

Nos études vont être quelque peu sacrifiées au nom du militantisme, puisque seul Olivier Faure obtient deux DEA, nous nous sommes sinon pour la plupart tous arrêtés à la licence. Manuel Valls disait en rigolant que nous avons fait l'ENA : « l'Ecole nationale du militantisme ». À cette période, nous avons croisé Michel Rocard, mais surtout côtoyé son entourage.

Comment se structure le réseau des jeunes rocardiens autour de Forum ?

Avec l'arrivée au pouvoir de Michel Rocard en 1988, cette première génération de jeunes rocardiens est aspirée à Matignon. Manuel Valls est toujours président, mais il doit déléguer la direction de Forum à un trio avec Olivier Faure comme secrétaire général adjoint, Jérôme Safar trésorier adjoint et moi-même comme secrétaire général. Manuel Valls nous laisse donc la direction opérationnelle.

Durant cette période, entre 1989 et 1994, nous avons commencé tout le travail pour renforcer la vie militante des jeunes rocardiens, travail plus fort en région et production intellectuelle des clubs Forum. Les universités d'été sont devenues très importantes. C'était le rendez-vous de rentrée des rocardiens et le plus important du mouvement socialiste. Nous nous sommes aussi dotés d'une revue : *Pantagruel*. Avec l'arrivée de Michel Rocard à Matignon, Forum est devenu une force d'attraction sur la jeunesse. D'autant qu'on pouvait y adhérer sans rejoindre le PS. L'idée pour nous était de prendre des responsabilités dans le syndicalisme étudiant et au MJS puis au PS afin de renforcer le courant. C'est ce qui nous différenciait d'Opinions, les jeunes rocardiens de Sciences Po. Opinions a participé aux débats d'idées, mais a moins influé sur la politique.

Comment les Rocardiens deviennent-ils si influents au MJS ?

Chaque courant avait son aile au MJS. Le clivage principal c'était les fabusiens-CERES contre tous les autres, un héritage des conflits du congrès de Rennes. À cette époque, le bureau national du MJS était entre les mains du secrétaire national du parti à la jeunesse : Jean-Marcel Bichat, un proche de Laurent Fabius. Les rocardiens, les jospinistes (Renaud Lagrave) et poperenistes (Frédéric Lévillé) étaient contre ses orientations et favorables à l'autonomie du MJS.

Ce sont donc deux camps qui ont fini par s'opposer. Les tensions se sont accrues après le congrès de Rennes, les réunions du MJS étaient très violentes à ce moment-là. Cela a homogénéisé humainement poperenistes, jospinistes et rocardiens pour aller vers l'autonomie.

À un moment, on a fini par faire sécession, la majorité du bureau n'obéissait plus au secrétariat national. Il y avait donc deux structures, un MJS officiel contrôlé par Fabius et un MJS autogéré. Nous menions ce combat Olivier Faure et moi. J'étais devenu président des jeunes rocardiens (Forum) et je tentais de rentrer au Conseil national du PS, ce qui fut le cas en 1993.

Mais nous étions tous les deux trop mêlés aux conflits qui ont précédé, et par ailleurs nous cherchions aussi à nous installer dans la vie active, après avoir consacré près de cinq à dix ans au militantisme. Nous avons donc proposé le nom de Benoit Hamon comme secrétaire national du MJS autonome. Il avait de bonnes relations avec les autres et une grande capacité d'animation. En outre, il était moins étiqueté « rocardien » que nous, ce qui permettait d'éviter d'accréditer l'idée selon laquelle c'était les rocardiens qui prenaient le pouvoir. En outre, à ce moment-là, personne ne pensait que l'autonomie du MJS allait marcher.

Puis il y eut la divine surprise de l'arrivée de Rocard à la tête du parti en avril 1993. Le choix de Rocard, c'est de donner les moyens à cette équipe de construire le MJS autonome, ce qui était cohérent avec son rôle de Premier secrétaire.

C'est donc comme Premier secrétaire que Michel Rocard choisit de donner l'autonomie au MJS ?

L'idée de Rocard c'était : « quand on est jeunes on s'investit dans un mouvement de jeunesse ». Avec Olivier Faure, nous lui proposons alors de basculer les clubs Forum dans le MJS, afin de reconstruire le PS.

Le Congrès fondateur du MJS aura lieu quelques mois plus tard à Avignon en novembre 1993.

Il y a un passage de relai à la tête de Forum, c'est Régis Juanico qui prend la présidence et Frédéric Béatse qui devient trésorier. À la tête du PS, Michel Rocard m'a plutôt déçu. Je me souviens de la composition de la liste aux européennes de 1994. Il y a une Assemblée générale de courant. Il faut faire un choix entre Jean-Pierre Cot et Bernard Poignant, qui incarne la nouvelle génération. Rocard dit alors : « je n'ai que des amis, donc je ne choisis pas. » Ce non choix a été pour moi un déclic, Premier Secrétaire, il n'était pas capable de trancher.

Après cet échec des élections européennes, il perd la direction du parti, reprise par Henri Emmanuelli et s'ensuit le congrès de Liévin en novembre 1994. Henri Emmanuelli conduit une motion unique. Il y a une discussion collective entre les responsables jeunes. Je choisis finalement de faire une motion avec une partie des jeunes rocardiens et des jospinistes dont Adeline Hazan et Vincent Peillon. Nous étions épris d'une liberté absolue et ne souhaitions pas passer sous la coupe d'Henri Emmanuelli. Les dirigeants rocardiens n'ont pas approuvé notre motion car il trouvait que cela minorait le courant rocardien.

Au conseil national, Henri Emmanuelli voulait nous empêcher de déposer le texte. Mais Lionel Jospin nous a défendus et le texte a été enregistré. Beaucoup de rocardiens et de jospinistes ont soutenu cette motion 2. Benoit Hamon refuse quant à lui de la rallier au nom de la défense de l'autonomie du MJS. Il fait le pari de développer le PS avec Henri Emmanuelli. C'était la fin d'une histoire, celle des clubs Forum qui se dissolvent d'un commun accord quelques mois après.

Benoit Hamon avait une vision mouvementiste, dynamique du MJS. Cela l'a rapidement amené à épouser un positionnement plus à gauche. Alors que nous restions des rocardiens intégraux. Quand Lionel Jospin revient en 1995 à la tête du PS, c'est Vincent Peillon qui a repris l'ascendant du fait de ses liens forts avec Jospin. Nous

trouvions, pour notre part, que le Premier secrétaire ne s'engageait pas assez dans la rénovation du parti.

Pourquoi ce sont les anciens jeunes rocardiens qui sont si présents dans la présidence actuelle du PS et plus généralement de la gauche ?

Le cœur de cela c'est l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité politique. Rocard n'a jamais limité l'autonomie des jeunes rocardiens. Ils avaient des moyens très importants pour militer, oublier, organiser une université d'été. Nous avons aussi pu accéder à des postes d'assistants parlementaires. Nous avons ainsi gravi les échelons très jeunes, je n'avais que 21 ans quand je prends la direction de Forum. Dans aucun autre courant, les jeunes n'ont eu autant de place.

En outre, les liens d'amitié et de coopération sont restés très forts entre nous, les anciens jeunes rocardiens. En 1997, quand la gauche revient au pouvoir, je suis chef de cabinet de Louis Le Penec à l'Agriculture, Olivier Faure et Benoit Hamon sont conseillers de Martine Aubry, Christophe Castaner est chef de cabinet de Catherine Trautmann. Nous nous voyons souvent et continuons à nous entraider. Cela joue beaucoup pour survivre au niveau national. Les leaders des autres courants n'ont pas forcément eu le même cheminement, ils se sont repliés sur le local. Christophe Rouillon, représentant fabiusien au bureau national du MJS est devenu maire de Coulaines, Frédéric Léveillé est ensuite devenu maire d'Argentan, Renaud Lagrave a été élu en Nouvelle-Aquitaine. Pour notre part l'ambition de rénover le PS et la gauche, de diriger le pays pour le transformer ne nous a jamais quitté.

Entretien avec Christophe CLERGEAU, député européen

réalisé par Pierre-Emmanuel Guigo le 11 octobre 2023

Documents

Victor Fay, une "boussole politique"(1) pour Michel Rocard



En revenant sur les racines de son engagement pour la décolonisation de l'Algérie, Michel Rocard évoqua une rencontre décisive dans les années 1950 : celle de Ladislas Faygenbaum, mieux connu sous le nom de Victor Fay.

Ce militant communiste polonais, exilé en France au milieu des années 1920, rejoignit en 1926 la Section française de l'Internationale communiste (SFIC). Agitateur et propagandiste, il gravit les échelons du parti communiste, où il assura la formation des cadres, travailla pour les Éditions sociales internationales et contribua à la diffusion du marxisme en France. Antistalinien, Fay participa au groupe dissident « Que faire ? » puis rompit avec la SFIC en 1936. Il adhéra l'année suivante à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) où il se rallia à la tendance Bataille socialiste. Résistant dans le sud de la France pendant la "drôle de guerre", Fay assura à partir de 1948 la rédaction de la revue Combat. Membre de la fédération du Rhône puis de la Seine, ce marxiste hétérodoxe peina à trouver sa place au sein de la SFIO.

Au milieu des années 1950, Michel Rocard, Secrétaire national des Étudiants socialistes, préparant à Sciences Po son entrée à l'ENA,

demanda à ce « géant de la pensée » d'assurer la formation des étudiants de la SFIO. En 1954-1955, Fay, devenu chroniqueur pour la RTF après s'être éloigné de Combat, organisa ainsi trois séminaires sur la conception matérialiste de l'histoire, la conception marxiste de la société et sur l'économie politique. Il évoqua dans ses mémoires Rocard comme un « élève brillant [qui] s'annonçait déjà comme un futur leader politique »[3]. Dans ses archives, ce dernier conserva précieusement certaines notes de cours donnés par Fay dans les années suivantes retraçant l'évolution de l'idéologie marxiste en URSS jusqu'à la déstalinisation[4]. Pour Rocard, la rencontre avec ce « maître très sûr » à l'accent polonais « ravageur » fut l'une des « clés » de son orientation politique[5].

En 1958, ils quittèrent tous les deux la SFIO en raison de leur opposition à la politique algérienne de Guy Mollet et participèrent à la fondation du Parti socialiste autonome et, en 1960, à celle du Parti socialiste unifié (PSU). Fay

avait permis à Rocard de comprendre ce qui le « différenciait des socialistes à la façon de Guy Mollet »[6] et contribua à son engagement dans la « nouvelle gauche ».

Au PSU, les divergences tactiques et théoriques entre les deux hommes émergèrent assez rapidement et s'exacerbèrent au fil des années. Depuis 1963, Fay appartenait à la minorité « unitaire » dirigée par Jean Poperen[7] et s'opposait à la tendance majoritaire prônant la « modernisation du socialisme », qu'il considérait comme un courant « isolationniste » aux « ambitions démesurées »[8]. Au cours des années 1960, Rocard fut au PSU proche de cette dernière tendance et adversaire de Poperen[9]. Si Fay se montra favorable à un rapprochement avec la Fédération de la gauche démocratique et socialiste née en 1965 sous l'impulsion de François Mitterrand, Rocard s'opposa à une coopération organique avec celle-ci. Le congrès du PSU de juin 1967 se prononça contre l'adhésion à la FGDS, ce que Fay déplora[10]. Ce dernier avait depuis longtemps cessé d'être la « boussole politique[11] » de Rocard, qui succéda lors de ce congrès à Édouard Depreux comme secrétaire national du PSU.

Malgré cela, ces deux militants se rejoignirent dans les nombreux combats politiques portés par le PSU : la décentralisation administrative, le respect des spécificités linguistiques et culturelles des régions, la gestion municipale et la coopération intercommunale[12]. Tout comme l'auteur de *Décoloniser la province*[13], Fay pensait qu'il était nécessaire de « substituer à l'unité dans l'uniformité, l'unité dans la diversité[14] ». Les deux hommes partageaient un même intérêt pour l'éducation des militants à la SFIO puis au PSU : Fay joua un rôle significatif dans la formation militante et la construction idéologique du PSU au début des années 1960 tandis que Rocard devint en 1965 responsable du travail de formation du parti. Enfin, tous deux s'investirent, au PSU puis au PS, dans le socialisme autogestionnaire[15]. Contrairement à Rocard, l'autogestion fut pour Fay une « utopie réaliste » et l'un de ses derniers combats pour une « transition au socialisme dans la liberté »[16].

Fay refusa d'abord de suivre Rocard en 1974 lorsqu'il quitta le PSU pour rejoindre le Parti socialiste, mais décida finalement d'y adhérer en 1981 et de soutenir la candidature de François Mitterrand aux élections présidentielles. Son jugement fut ensuite des plus négatifs sur le ministre du Plan du premier gouvernement Mitterrand, classé dans la « case réformiste » et qualifié « d'antimarxiste »[17]. Si Rocard fut souvent minoritaire à son corps défendant, il s'imposa rapidement au PSU puis au PS et s'installa en 1988 à l'Hôtel de Matignon. Fay adopta et conserva malgré lui ce statut de minoritaire, tant à la SFIC qu'à la SFIO et qu'au PSU. Ce n'est que rétrospectivement que ce « marxiste indépendant[18] » revendiqua « place effacée » lui permettant « d'entreprendre une analyse critique de [son] rôle au sein du mouvement ouvrier » mais aussi de celui des autres[19].

Marion LABEÏ[2]

[1] Michel Rocard, *Si la gauche savait...* Entretiens avec Georges-Marc Benamou, Paris, Point, 2007, p. 60.

[2] Autrice de *Victor Fay (1903-1991). Itinéraire d'un marxiste hétérodoxe au sein du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions du Croquant, 2023.

[3] Victor Fay, *La flamme et la cendre. Histoire d'une vie militante*, texte établi avec le concours d'Évelyne Malnic, Saint-Denis, PUV, 1989, p. 222.

[4] Archives nationales, fonds Michel Rocard, 680AP. Notes de cours. « Fay. L'évolution d'une théorie révolutionnaire qui se réclame du marxisme », s.d. [1958-1959], 9 pages.

[5] Michel Rocard, *Si la gauche savait*, op. cit., pp. 58-59.

[6] Ibid., pp. 59-60.

[7] Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990, p. 369.

[8] Victor Fay, *La flamme et la cendre*, op.cit., p. 228.

[9] Michel Rocard, *Si la gauche savait*, op.cit., pp. 103, 133-135.

[10] Victor Fay, « La gauche nouvelle devant l'unité », *L'Action pour le front socialiste des travailleurs*, mai-juin 1968.

[11] Michel Rocard, *Si la gauche savait*, op.cit., p. 60.

[12] Maryvonne Prévot, « Décoloniser la province » : le PSU et les collectivités locales dans les années 1960 et 1970 », in *Le Parti socialiste unifié : Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, pp. 131-142.

[13] Georges Servet [Michel Rocard], *Décoloniser la province*, « Rapport Général proposé par le Comité d'Initiative aux délibérations des colloques sur la vie régionale en France », Rencontres socialistes de Grenoble, 30 avril 1966, publié dans *Tribune Socialiste*, n° 303, 29 novembre 1966.

[14] Victor Fay, *La flamme et la cendre*, op.cit., p. 230.

[15] Intervention de Victor Fay au 8e congrès national du PSU, Toulouse, 9-11 décembre 1972, *Critique socialiste*, n°12, mars 1973, pp. 24-27.

[16] Victor Fay, *L'autogestion, une utopie réaliste*, textes choisis par l'Association des amis de Victor Fay, Cl. Géraud (présentation), A. Ajzenberg (postface), Paris, Syllepse, 1996.

[17] Victor Fay, « Deux cultures ou deux stratégies », *Politique aujourd'hui*, avril 1981.

[18] Cf. Gilles Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse de doctorat sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris 1 –

S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com